



Ce titre est la chute de l'article écrit par le journaliste béninois, Bernado Mariano Houenoussi, paru dans la nouvelle édition du magazine « Le Panafricain » en ligne et gratuit, avec un « Dossier Spécial Congo RDC » et « Dossier Bénin ». L'article sur le président de la transition malgache se positionne aux pages 98, 99, 100. Cela pour faire pendant à ce qu'il nomme « **le vrai pouvoir de nuisance de Marc Ravalomanana** ».

Certes, depuis la parution de ce magazine à vocation continentale, beaucoup de choses ont évolué dans la grande île et certains faits et certaines dates sont caducs. Mais il est intéressant, pour les lecteurs de madagate.com d'avoir une idée de la manière dont un journaliste du continent africain traite de l'actualité à Madagascar. Remercions alors ce nouveau trimestriel qui a parfaitement compris que le savoir appartient à tout le monde, dans un continent où, globalement, l'autocensure -sinon la censure elle-même- est encore basée sur un souci d'ordre financier... Et à qui nous souhaitons longue vie, à l'instar de Jeune Afrique.

Jeannot Ramambazafy

Madagascar : Andry Rajoelina, en marche forcée

Andry Rajoelina, ancien Maire d'Antananarivo, a pris le pouvoir en mars 2009, suite à un soulèvement populaire, s'attirant ainsi les foudres de la communauté internationale. Après avoir plusieurs fois joué la carte du dialogue, pour faire sortir le pays de la crise, il tente, depuis quelques mois, de valider une autre carte personnelle pour mettre fin à la situation actuelle.

D'un côté, il y a Andry Rajoelina et, de l'autre, les mouvances proches des anciens présidents, Didier Ratsiraka, Albert Zaffy et Marc Ravalomanana. Au milieu, il y a la communauté internationale, représentée par la Communauté économique des Etats d'Afrique australe (SADC) qui, malgré les accords de Maputo qu'elle a parrainés, constate son impuissance à mettre les acteurs malgaches d'accord. C'est donc fort de cela qu'Andry Rajoelina, Président de fait de la Grande île, depuis mars 2009, a décidé de proposer, depuis peu, sa sortie de crise à lui, sans avoir l'aval de ses adversaires et de la communauté internationale. C'est ainsi qu'il a signé à Ivato, en août dernier, un accord politique avec plus d'une centaine de partis politiques du pays. Non reconnu par les leaders des trois autres bords politiques, ce pacte instaure un parlement de transition qui a été installé en octobre dernier; il compte 346 membres et est constitué d'un Conseil supérieur et d'un Congrès. Le Conseil supérieur, qui fait office de chambre haute, compte 90 personnalités dont 25 sont jugées proches de Rajoelina. Quant au Congrès, qui représente la chambre basse, il en compte 256. Le poids politique de ces institutions est dû à la présence en leur sein d'anciens proches des 3 adversaires d'Andry Rajoelina. Ils sont ainsi 73 à être proche de Marc Ravalomanana et 18 de Didier Ratsiraka et d'Albert Zaffy. Mais, pour les observateurs, c'est un parlement symbolique, même s'il sera chargé de voter la loi de finances, de ratifier les ordonnances et de superviser l'action du gouvernement. Mais, son influence sur l'Exécutif est à relativiser, selon eux.

L'installation du parlement a été précédée par une Conférence nationale qui s'est tenue durant le mois de septembre dernier. Au cours de celle-ci, l'idée d'une 4e République a été validée, avec un Etat unitaire, mais fortement décentralisé. Et, toujours selon les analystes de la vie politique malgache, cette Conférence était plus importante sur la forme que sur le fond. Un référendum constitutionnel validant cette nouvelle Loi fondamentale a eu lieu le 17 novembre dernier. Le prochain scrutin prévu est une élection législative, qui a été fixée au 16 mars 2011. Quant à l'élection du nouveau Président, elle aura lieu le 4 mai 2011. En outre, la Conférence a également décidé de démettre les Maires et les Présidents de régions, issus majoritairement de l'administration de Ravalomanana.

De mauvais signaux internationaux

Avec les actes qu'il pose depuis la signature de l'accord politique d'août dernier, Andry Rajoelina, toujours au banc de la communauté internationale, joue sur des ressorts internes. Malgré le fait que plusieurs partisans de ces rivaux l'ont rejoint, il a toujours besoin de l'onction de celle-ci. Joao Honwana, l'un des émissaires de l'Organisation des Nations Unies (ONU), était à Madagascar, lors d'une visite, durant le mois d'octobre 2010. Il en a profité pour reprendre langue avec les différentes

mouvances et la société civile. Quoi qu'il en soit, l'idée d'un Groupe International de Contact (GIC) est fortement soutenue par la France, l'ex puissance colonisatrice, le Quai d'Orsay estimant que «les lignes ont bougé» et qu'il faut prendre en compte les dernières évolutions de la situation dans le pays. Toujours soumis aux sanctions de l'Union Africaine (UA) et de celle de l'Union Européenne (UE), le régime en place a besoin de l'argent frais pour l'organisation des différents scrutins. L'Etat malgache, poussé dans ses derniers retranchements, court le risque d'avoir des problèmes de trésorerie et les projets de développement sont arrêtés. Le Président de la transition est donc décidé

à tenir bon. Ainsi, il fait l'impasse sur les 500 millions d'euros sur 5 ans, dont pouvait bénéficier le pays, dans le cadre du Fonds Européen de Développement (FED), qui finance, notamment, des routes, ces infrastructures étant capitales pour le développement du pays. L'autre coupure des vannes financières, intervenue en juin dernier, concerne l'aide au développement de l'UE. Elle s'ajoute ainsi à celle de l'aide budgétaire décidée par l'UE pour des faits de mauvaise gouvernance, reprochés à Marc Ravalomanana.

Le jeu des 3 mouvances politiques

Depuis l'éviction du pouvoir de Marc Ravalomanana, les deux anciens présidents, Didier Ratsiraka et Albert Zafy, ont de nouveau fait leur entrée sur l'échiquier politique. Ils ont tous deux participé à toutes les négociations politiques parrainées par la SADEC.

Le premier en a profité pour sortir, un tant soit peu, de son exil doré parisien. Il tente également

de tirer au mieux son épingle du jeu. Cela a également permis à Andry Rajoelina de donner un nouveau développement à la crise. Ainsi, la tension politique, née en mars 2009, est sortie du cadre d'une confrontation entre Ravalomanana et lui. Les tiraillements se sont donc élargis à quatre mouvances. Même si cette carte a servi au début à Rajoelina, aujourd'hui, elle a montré ses limites, les trois anciens présidents faisant désormais front commun pour s'opposer aux velléités qu'il prête à l'ancien disc-jockey, devenu président. **Marc Ravalomanana conserve, quant à lui, un vrai pouvoir de nuisance pour l'actuel homme fort de la Grande île**

. Réfugié en Afrique du Sud depuis qu'il a été chassé du pouvoir, il utilise ses nombreux relais dans la région pour imposer sa vision des choses. En 2009, il avait réussi à empêcher Rajoelina d'intervenir à la tribune de l'ONU, lors de l'Assemblée générale annuelle de cette Organisation. De même, l'homme d'affaires prospère qu'il est, utilise ses différents médias au pays pour passer des messages à ses partisans afin de maintenir la mobilisation de ceux-ci, son autre souci étant de sauvegarder ses intérêts économiques dans son pays, une chose que lui reprochait Rajoelina, en l'accusant d'avoir mis l'appareil étatique au service de ses différentes entreprises. Aujourd'hui pèse sur lui également une condamnation aux travaux forcés à perpétuité.

Andry Rajoelina, quel avenir?

Lorsqu'il prenait le pouvoir en mars 2009, Andry Rajoelina annonçait qu'il ne voulait pas s'éterniser au pouvoir, mais conduire une transition qui allait amener le pays à l'élection d'un nouvel Exécutif. Près de deux ans après cela, personne ne connaît et ne peut prédire le destin politique auquel l'actuel homme fort de la Grande île aspire. Il a annoncé, en mai dernier, qu'il renonçait à se présenter à l'élection présidentielle si, notamment, Marc Ravalomanana en faisait de même. Mais, depuis, la nouvelle constitution de la 4e République abaisse à 35 ans l'âge minimal pour être candidat au scrutin présidentiel. Andry Rajoelina, fort aujourd'hui de 36 ans et, entre-temps disqualifié par la loi fondamentale de la 3e République, vient d'être remis en selle dans la course pour la présidentielle, prévue pour mai 2011.

Avec ses efforts actuels pour mettre fin à la crise, c'est une voie royale qu'il se trace pour son maintien au pouvoir. Fort du soutien de l'armée malgache, malgré les quelques soubresauts à noter, Andry Rajoelina joue aussi la carte de l'usure de la communauté internationale dont les positions sont actuellement fermes à son sujet. Son prédécesseur au poste de Président de la République, dont l'élection n'avait pas été reconnue en 2002, avait, sereinement, et, coup par coup, lézardé le mur de défense des instances internationales, qui se sont finalement résolues à reconnaître la légitimité de son pouvoir. Mais, le conflit politique à Madagascar court le risque

d'une certaine «ivoirisation», la crise politique dans ce pays de l'Afrique de l'ouest ayant conduit à plusieurs reports de l'élection présidentielle qui devait normalement avoir lieu en octobre 2005. Et, c'est finalement cinq années plus tard que les Ivoiriens ont pu finalement se rendre aux urnes pour le choix d'un nouveau Chef de

l'Etat. La situation malgache, avec les nombreux accords signés et non respectés par les différentes mouvances politiques, induit que la crise politique s'éternise. En deux ans, la situation économique de la population, qui est majoritairement rurale, s'est davantage compliquée. Et, ce, d'autant plus qu'elle était loin d'être reluisante sous l'ancien régime. Mais, malgré la suspension des aides des différents bailleurs de fonds, Madagascar bénéficie toujours des aides humanitaires et d'urgence. **Andry Rajoelina tient très fort la barre du pouvoir dans son pays**



Bernado Mariano Houenoussi, journaliste béninois

info@lepanafricain.com